

# Flambée des prix des carburants : le RN en défense des géants pétroliers !

Tribune parue dans l'Humanité :

<https://www.humanite.fr/en-debat/carburants/flambee-des-prix-des-carburants-le-rn-en-defense-des-geants-petroliers>

**Par Aurélien Boudon, secrétaire national de l'Union syndicale Solidaires**

Alors que les prix flambent depuis l'agression des États-Unis et d'Israël contre l'Iran, le Rassemblement national martèle sa recette miracle sur les plateaux télé, sur ses affiches et a même lancé une pétition : il faut baisser les taxes.

Si la solution peut séduire tant le prix du carburant peut peser sur les budgets, elle est révélatrice de la boussole du Rassemblement national : épargner les grandes entreprises. Dans la poursuite de l'opération séduction engagée par Jordan Bardella auprès des grands patrons, le parti d'extrême droite se fait ainsi le défenseur des marges de Total et des géants pétroliers.

Baisser la TVA à 5,5 %, cela a un coût pour les finances publiques, estimé autour de 17 milliards d'euros par an. C'est autant de moins pour financer nos services publics : nos hôpitaux, écoles, transports... Et c'est inutile sans encadrement des prix ! L'expérience de la restauration a montré que les prix ne baissent pas car la différence est affectée à l'augmentation des marges. C'est surtout ne pas toucher un seul euro des superprofits réalisés à l'occasion de la guerre. Ainsi, Total a réalisé à lui seul 5 milliards d'euros de bénéfices sur les 3 premiers mois de 2026. Pour le seul mois de mars, les surprofits du secteur représentaient 2,5 milliards d'euros. Ces profits sont réalisés en spéculant sur la guerre et les cours du pétrole.



Pour ne plus avoir à choisir entre remplir le caddie et remplir le réservoir, il existe d'autres solutions.

Premièrement, bloquer les prix à la pompe. C'est possible, ça a déjà été fait, c'est immédiat, et ça ne coûte rien. Plus généralement, nous défendons l'encadrement des prix de l'énergie comme bien de première nécessité pour se nourrir ou se chauffer. Deuxièmement, taxer les surprofits, pour faire contribuer les géants du pétrole et les milliardaires plutôt que de détruire encore plus nos services publics. Troisièmement, augmenter les salaires, pour que plus personne ne soit à la merci d'une augmentation de 40 centimes le litre pour boucler le mois.

Ces trois solutions simples, le RN les rejette toutes. En juillet 2022, il a voté contre l'augmentation du SMIC à l'Assemblée nationale. En octobre 2022, il a voté contre la taxe sur les superprofits au niveau européen. Et plutôt que le blocage des prix, il propose la subvention des pétroliers par l'argent public. Des paroles aux actes il y a un gouffre : loin de la défense parfois revendiquée du monde du travail, le RN défend ainsi les puissants.

La crise actuelle est structurelle. Elle doit faire l'objet de mesures d'urgence mais aussi accélérer la sortie de notre dépendance mortifère aux énergies fossiles. La loi-cadre sur le financement des transports en discussion au parlement devrait ainsi tenir compte du contexte pour organiser le report des investissements publics consacrés à des projets routiers (entre 13 et 20 milliards d'euros) vers le système ferroviaire et les transports en commun, pour soutenir un plan national ambitieux de sauvegarde et de développement des lignes SNCF de proximité.

Certaines entreprises doivent aussi se reconverter. Mais pas sur le dos de leurs salarié-es. Nous défendons une écologie protectrice du monde du travail, des classes populaires et des plus précaires. Nous devons imaginer un nouveau statut du ou de la salarié-e de la transition écologique, garanti par une Sécurité sociale de l'environnement, qui permette le maintien des droits et de la rémunération pendant la formation au nouveau poste, et leur transférabilité dans le nouvel emploi, sans passer par la case chômage.

**Faisons de la nécessaire rupture écologique un moment de conquête de nouveaux droits qui la rendent possible et désirable.**